

Les islamistes ont-ils changé ?

Après la victoire, même relative, des islamistes en Tunisie en octobre dernier, tous les regards sont de nouveau tournés et braqués sur le Maroc où devraient se dérouler, ce vendredi 25 novembre 2011, des élections législatives pas comme les autres et peut-être même un scrutin à hauts risques pour la classe politique traditionnelle du royaume chérifien. Les résultats de ce scrutin pourraient confirmer la tendance générale qui se dessine sur la scène arabe. L'arrivée du PJD, un parti islamiste qui monte dans les sondages, en tête de peloton à l'issue de ce scrutin va, à coup sûr, donner des ailes aux autres mouvements de même obédience dans les pays arabes.

A cela, il faut ajouter la prédominance des islamistes dans la configuration du Conseil national provisoire libyen qui gère les affaires courantes en attendant la tenue d'élections dans six à huit mois selon les prévisions arrêtées par la même structure, les responsables libyens post-Kadhafi ont, il faut le souligner, annoncé la couleur dès le début dans des déclarations euphoriques et triomphalistes tenues au lendemain de la chute du dictateur. La situation n'est pas différente en Egypte où auront lieu des élections législatives le 28 novembre prochain dans un contexte marqué par la reprise de la révolution dans sa seconde phase à la place Tahrir.

Une élection qui s'annonce favorable aux islamistes, courant le plus préparé au moment où les autres tendances tentent de s'organiser et se structurer.

En Algérie, même si les choses sont différentes, le risque d'une «victoire» des islamistes n'est pas à exclure. En dépit du fait qu'ils se présenteront en rangs dispersés, ils risquent de décrocher une majorité relative à l'image de ce qui se passe dans les autres pays arabes.

Les futures législatives en Algérie constituent une aubaine pour ce courant pour tenter de décrocher le maximum de sièges à l'Assemblée nationale pour constituer une majorité parlementaire, moment qu'ils attendaient depuis fort longtemps. Il y a quelques années, le président du MSP, Bouguerra Soltani, avait déclaré : «Nous aurons la majorité en 2012.» Cette prophétie qui n'avait pas été prise au sérieux et avait même été tournée en dérision dans les milieux politiques risque fort de se réaliser durant les futurs scrutins.

Les islamistes algériens se préparent pour cette nouvelle situation depuis longtemps, car ils veulent se présenter en alternative aux différentes majorités qui ont gouverné le pays ces dernières années, même si un des partis de ce courant siège dans les gouvernements qui se succèdent depuis 1995. Pourquoi les islamistes algériens risquent de constituer, même en rangs dispersés, une majorité au sein de la future Assemblée nationale ?

L'annonce des réformes politiques par le chef de l'Etat en avril dernier et la perspective de l'agrément de nouveaux partis qui interviennent dans un contexte régional marqué par des révoltes populaires encouragent les tenants de ce courant à redoubler d'efforts, d'activités, pour se préparer aux futures échéances électorales qui auront lieu en 2012. Celles-ci constituent pour eux une occa-



Rashed Ghannouchi.



Recep Tayyip Erdogan.

sion à ne pas rater et une chance à saisir. La grande question qui reste posée est de savoir qui incarnera le modèle turc en Algérie ? Même si le MSP de Bouguerra Soltani revendique et met souvent en avant sa proximité avec le parti de l'AKP, il n'en demeure pas moins que celui qui incarne par sa démarche et ses idées le parti au pouvoir en Turquie est incontestablement le secrétaire général du FLN, Abdelaziz Belkhadem. C'est à la lumière des résultats des législatives de mars 2012 qu'on saura qui sera l'Erdogan algérien.

Dix ans après les attentats du 11 septembre 2001, les tenants de ce courant qui se présente comme victime et la tendance qui a été persécutée par les dictatures opèrent un retour en force surprenant et inattendu sur la scène politique dans plusieurs pays arabes. C'est sur cette fibre qu'ils jouent pour gagner la sympathie de l'opinion publique et des masses populaires, et se présenter ainsi en alternative au moment où les autres forces politiques et sociales, surprises par l'ampleur du changement, tentent de s'organiser et se préparer pour s'adapter à cette nouvelle situation créée par les révoltes populaires.

Ils ont longtemps cherché cette réhabilitation pour s'imposer comme première force dans tous les pays arabes. Et ils sont en passe de réussir leur objectif. Cette nouvelle situation induite par les révoltes arabes ne pourrait être fortuite. C'est le fruit d'une stratégie qui vise à installer les islamistes au pouvoir pour neutraliser les radicaux et faire face à l'avancée du courant chiite véhiculé par les Iraniens. Ces derniers ont réussi à attirer des sympathies chez les peuples en raison des pressions qu'ils subissent des Occidentaux sur le dossier du nucléaire. Sous la houlette de cheikh El-Kardhaoui, une référence religieuse et une voix très écoutée par les islamistes modérés, se développe une nouvelle vision de l'islam politique.

Le président de l'Union mondiale des ulémas musulmans a ouvertement soutenu et continue à le faire publiquement les partisans de l'islamisme modéré «el-wassatia», il ne cesse de lancer des appels aux peuples arabes à voter pour les islamistes. A partir de Doha où il a élu domicile, El-Kardhaoui prône «el-wassatia», nouvelle théorie de l'exercice du pouvoir. Le Qatar, qui aspire à jouer un rôle de plus en plus important dans le monde arabe, adoube les islamistes et les encourage à prendre le pouvoir.

Ce n'est pas par hasard si Doha a été la première capitale visitée en

octobre dernier par Rashed Ghannouchi, leader du mouvement tunisien Ennahda et vice-président de l'organisation que dirige El-Kardhaoui. A cela il faut ajouter que plusieurs membres du CNT libyen sont soit membres de cette structure soit des dirigeants de l'Union mondiale des ulémas musulmans. Cette structure joue un rôle de plus en plus important, elle est en passe de devenir une référence aux côtés de celle qui regroupe les Frères musulmans.

La feuille tracée et qui prévoit entre autres l'arrivée des Frères musulmans dans les pays arabes est minutieusement exécutée par ceux chargés de la mettre en application sous l'œil approbateur de la Turquie d'Erdogan dont le rôle ne cesse de grandir dans le monde arabe, faisant rappeler le règne de l'empire ottoman. La Turquie revient et gagne du terrain dans cette région — qui lui avait tournée le dos en raison de sa proximité politique avec Israël — grâce à son modèle politique qui est aujourd'hui encensé et valorisé.

L'empire ottoman était convoité dans le temps où il était l'homme malade de l'Europe par les Occidentaux avant de se voir déposséder de ses territoires. Aujourd'hui, la Turquie moderne est convoitée pour son modèle politique de gestion des affaires de l'Etat que des forces internationales veulent calquer sur les pays arabes dans le cadre de redéfinition de la carte géostratégique dans cette région aux intérêts multiples. C'est quoi donc le modèle turc ? Quels sont ses caractéristiques ? Dans la Turquie d'aujourd'hui, historiquement et constitutionnellement laïque, le pouvoir — presque tous les pouvoirs — sont aux mains d'un parti islamiste, l'AKP en l'occurrence. Un parti qui gère le pays dont le système a été bâti par Kamel Atatürk en 1924, et dont l'un des fondements est incontestablement la laïcité. Le modèle turc est vanté par le fait qu'un parti islamiste a pu et su conduire le pays sans changer le système de 1924. Cette cohabitation et la capacité d'adaptation a fait du parti d'Erdogan, l'AKP en l'occurrence, un modèle qui suscite admiration des uns et le respect des autres. Tout en gardant son identité, l'AKP a réussi à maintenir la Turquie dans le giron des pays émergents et à lui faire jouer un rôle politique et diplomatique important, notamment dans la région du Moyen-Orient. Cité en exemple dans les pays arabes et adopté comme modèle par les islamistes, la question qui se pose avec acuité est : sauront-ils reproduire le système turc dans sa globalité, fondement,

Par Mourad Aït Oufella

Constitution et identité ? Pas si sûr même si les tenants du courant islamiste en 2011 ont donné beaucoup de signaux apaisants et positifs en direction de la société et de l'opinion publique internationale. Ils ont tiré les leçons des échecs subis par le courant qu'ils représentent ces dernières années dans plusieurs pays. Ils optent actuellement pour la logique du compromis et de la cohabitation pour les autres tendances politiques. Ils se disent prêts à partager le pouvoir mais ils se considèrent et se comportent en force majoritaire.

Le cas d'Ennahda en Tunisie est le plus illustratif de cette nouvelle orientation des islamistes. Impressionnés et subjugués par le modèle turc, les Occidentaux encouragent sa reproduction dans les pays arabes pour contrer les mouvements radicaux et extrémistes et par la même occasion voir les résultats de leur gestion des affaires de l'Etat par les islamistes.

Cette participation sera un test sérieux pour eux lorsqu'ils seront confrontés aux problèmes réels et concrets des citoyens loin des théories et autres analyses de salons qu'ils développent quotidiennement sur la conduite des affaires publiques. S'ils ne réussissent pas au bout de quelques mois, ils seront lâchés par les peuples et seront banalisés dans les futures joutes électorales. C'est pour cette raison qu'ils essaient de donner des gages d'assurance et modifient en profondeur leur philosophie et stratégie du pouvoir en abandonnant les anciennes méthodes. Leur arrivée au pouvoir constitue pour eux un examen sérieux et risqué.

Ils seront jugés sur leur bilan au bout d'un mandat. L'encouragement à adopter et s'inspirer du modèle turc entre dans le cadre d'une stratégie de redéfinition de la carte au Moyen-Orient et dans le monde arabe.

Cette région est en train de connaître des bouleversements géostratégiques dont les résultats ne seront connus que dans les prochains mois voire des années. C'est le Grand Moyen-Orient (GMO), pompeusement annoncé au temps de l'administration de Bush avant d'être ajourné, qui est aujourd'hui remis sur le tapis avec quelques modifications et adaptations politiques. Dans un discours prononcé dans la capitale égyptienne, Le Caire, en juin 2009 le président américain Barack Obama a explicité la nouvelle vision des relations qu'aura son pays avec les musulmans et le monde arabe en particulier.

Dans cette allocution, il trace la feuille de route que son administration tâche de concrétiser sur le terrain.

Ce passage résume à lui seul le fond de la démarche des Etats-Unis actuellement : «Je suis venu chercher un nouveau commencement entre les Etats-Unis et les musulmans du monde entier, qui se fonde sur un intérêt et un respect mutuels ; qui se fonde sur le fait que l'Amérique et l'islam ne sont pas exclusifs l'un de l'autre et ne sont pas voués à se faire concurrence.

Au lieu de cela, ils se chevauchent et partagent des principes communs : justice et progrès, tolérance et dignité de tous les êtres humains.»

M. A. O.